



Ville de St Pierre-de-Chandieu

BP 4 – 5/7, rue Emile Vernay
69780 St Pierre-de-Chandieu

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2015 – 8 – 2

PRÉFECTURE DU RHÔNE

- 1 DEC. 2015

Reçu le
DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALES
ET DES AFFAIRES DÉCENTRALES

SÉANCE DU 25 NOVEMBRE 2015

OBJET : RÉVISION DU P.O.S. – MODIFICATION DES OBJECTIFS INITIAUX

L'an deux mille quinze, le vingt-cinq novembre, le conseil municipal de la commune de St Pierre-de-Chandieu, dûment convoqué, s'est réuni en session extraordinaire à l'Hôtel de Ville, à 20 heures 00, sous la présidence de Monsieur Raphaël IBANEZ, Maire.

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX EN EXERCICE : 27.

PRÉSENTS : Danielle NICOLIER – Cécile CARRETTI-BARTHOLLET – Annick BADIN – Gille POËNSIN – Laurence BOCUSE – Franck GIROUD, Adjoints,
Michel BERTRAND – Serge BELVER – Corinne LECLAIRE – Raphaël KUPPER – Thierry VEURIOT – Agnès BAILLY – Jean-Christophe ALAMO – Géraldine BORDET – Géraldine BORDEAU FINANCE – Véronique MURILLO – Christine PONCET – Damien MONTAGNE – Nelly DURAND – Chantal PALME – Cédric TROLLET, conseillers municipaux.

POUVOIRS : Didier FLORET à Laurence BOCUSE – Richard BRIEL à Annick BADIN – Jacqueline LARGE à Raphaël IBANEZ – Chantal FRANCÈS à Danielle NICOLIER – Nicolas ROUCHON à Gilles POËNSIN.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Géraldine BORDEAU FINANCE.

DATE DE CONVOCATION : 18 novembre 2015.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 123-6, L123-13, L 123-19 et L.300-2 ;

Vu le POS élaboré en date du 29 juin 1979, révisé en date du 26 janvier 1989 et ayant fait l'objet de cinq modifications, dont la dernière approuvée le 31 mai 2012 et de trois révisions simplifiées ;

Vu la délibération en date du 20 mai 2010 par laquelle les élus ont prescrit la révision de leur document d'urbanisme ;

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal, que la révision du Plan d'Occupation des Sols est rendue nécessaire en raison de :

- l'obligation de sa mise en compatibilité avec le SCOT de l'Agglomération lyonnaise approuvé le 16 décembre 2010, notamment au regard des objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain,
- la caducité des POS fixée par la loi ALUR (loi pour un « accès au logement et un urbanisme rénové ») au 26 mars 2017, sous réserve d'une mise en révision du POS avant le 31 décembre 2015 en vue de l'élaboration d'un PLU,
- l'intégration des nouvelles dispositions législatives et réglementaires, en particulier issues des lois Grenelle 2 et ALUR ;

Aussi, il convient de préciser les objectifs poursuivis par la révision du POS qui sont de :

- Conforter le centre-bourg et favoriser la diversification de l'offre de logements ;
- Poursuivre l'offre d'équipements et de services ;
- Favoriser la qualité urbaine pour préserver le cadre de vie ;
- Amorcer le site d'envergure métropolitaine définie au sein de l'espace interdépartemental Saint-Exupéry à partir du parc d'activités Portes du Dauphiné, pouvant intégrer son renouvellement et préserver les capacités pour son développement à terme ;
- Assurer une diversité des fonctions urbaines et rurales et préserver les espaces agricoles et activités liées ;
- Modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain ;
- Préserver l'équilibre des territoires en terme de ressources et de gestion des risques ;
- Valoriser le patrimoine agro-naturel de Saint-Pierre-de-Chandieu, également facteur de qualité paysagère ;
- Réaffirmer l'intérêt majeur de la trame verte et bleue et des continuités écologiques ;
- Garantir la préservation d'un cadre de vie de qualité aux habitants.

Ces objectifs s'inscrivent dans un Projet de territoire communal pour les quinze prochaines années, soit à fin 2030.

Sur la base des objectifs précédemment énoncés, Monsieur le Maire explique qu'il y a lieu de fixer les modalités de concertation conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, qui impose que toute révision du Plan d'Occupation des Sols fasse l'objet d'une concertation préalable avec la population, durant toutes les études et selon les modalités prévues par le Conseil Municipal. La concertation préalable à l'arrêt du projet de PLU peut s'organiser de la manière suivante :

✓ Informer le public :

- en diffusant des articles dans le bulletin municipal et/ou flash infos,
- en mettant à disposition du public les éléments d'études (comprenant au moins le diagnostic et le projet de PADD) au fur et à mesure de l'avancement sur le site internet de la Commune, ainsi qu'en Mairie ;

✓ Echanger avec le public :

- recueillir les observations du public pendant l'élaboration du projet par la mise à disposition d'un cahier en Mairie ;
- organiser deux réunions publiques d'échange avant l'Arrêt du projet de PLU.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1. De prescrire la révision du Plan d'Occupation des Sols en vue de l'élaboration du Plan Local d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6, L.123-13 et L.123-19 du Code de l'Urbanisme.

2. D'approuver les objectifs poursuivis pour la révision du POS, à savoir de :

- Conforter le centre-bourg et favoriser la diversification de l'offre de logements ;
- Poursuivre l'offre d'équipements et de services ;

- Favoriser la qualité urbaine pour préserver le cadre de vie ;
- Amorcer le site d'envergure métropolitaine définie au sein de l'espace interdépartemental Saint-Exupéry à partir du parc d'activités Portes du Dauphiné, pouvant intégrer son renouvellement et préserver les capacités pour son développement à terme ;
- Assurer une diversité des fonctions urbaines et rurales et préserver les espaces agricoles et activités liées ;
- Modérer la consommation de l'espace et lutter contre l'étalement urbain ;
- Préserver l'équilibre des territoires en terme de ressources et de gestion des risques ;
- Valoriser le patrimoine agro-naturel de Saint-Pierre-de-Chandieu, également facteur de qualité paysagère ;
- Réaffirmer l'intérêt majeur de la trame verte et bleue et des continuités écologiques ;
- Garantir la préservation d'un cadre de vie de qualité aux habitants.

Ces objectifs s'inscrivent dans un Projet de territoire communal pour les quinze prochaines années, soit à fin 2030.

3. De soumettre à la concertation de la population, des associations locales et des autres personnes concernées, dont les représentants de la profession agricole, les études pendant toute la durée de l'élaboration du projet selon les modalités suivantes :

✓ Informer le public :

- en diffusant un article dans le bulletin municipal et/ou flash infos,
- en mettant à disposition du public les éléments d'études (comprenant au moins le diagnostic et le projet de PADD) au fur et à mesure de l'avancement sur le site internet de la Commune, ainsi qu'en Mairie ;

✓ Echanger avec le public :

- recueillir les observations du public pendant l'élaboration du projet par la mise à disposition d'un cahier en Mairie ;
- organiser deux réunions publiques d'échange avant l'Arrêt du projet de PLU.

4. Que le bilan de cette concertation sera présenté devant le Conseil Municipal qui en délibérera.

5. De débattre en Conseil Municipal sur le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), au plus tard deux mois avant l'examen du projet de Plan Local d'Urbanisme.

6. De solliciter l'Etat, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour compenser les dépenses entraînées par les études et l'établissement du PLU.

7. De demander, conformément à l'article L.121.7 du Code l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement, en tant que de besoin, à la disposition de la commune.

Le Président du Conseil Régional, le Président du Conseil Départemental, le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale en charge du suivi du SCOT de l'Agglomération Lyonnaise, le Président de la Communauté de Communes de l'Est Lyonnais, ainsi que ceux de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre de Métiers et de la Chambre d'Agriculture ou leurs représentants seront consultés à leur demande au cours de l'étude du projet de Plan Local d'Urbanisme.

Il en est de même des Maires des communes voisines et des EPCI voisins compétents.

Le Maire peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétent en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat de déplacements, y compris des collectivités territoriales des Etats limitrophes.

Si le représentant des Organismes mentionnés à l'article L.411-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de la commune en fait la demande, le Maire lui notifiera le projet de Plan Local d'Urbanisme, afin de recueillir son avis. Cet avis est réputé favorable, s'il n'a pas été rendu dans un délai de deux mois.

Les services de l'Etat seront associés à l'étude du Plan Local d'Urbanisme à l'initiative du Maire, ou à la demande du Préfet.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- Au Préfet,
- Aux Présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux Présidents des Chambres de Commerce et d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat et d'Agriculture,
- Au Président EPCI chargé du suivi et de la révision du SCOT de l'agglomération lyonnaise,
- Au Président de la CCEL compétent en matière de Programme Local de l'Habitat, dont la commune est membre.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois, mention en sera insérée dans un journal diffusé dans le Département.

La délibération sera publiée au Recueil des Actes Administratifs mentionnés à l'article R. 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité.

ADOPTÉ PAR 21 VOIX POUR et 6 ABSTENTIONS

(V.Murillo – C.Poncet – D.Montagne – N.Durand – C.Palme – C.Trollet)

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS,
POUR COPIE CONFORME.

Le Maire,
Raphaël IBANEZ



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2010/025

SEANCE DU 20 MAI 2010

OBJET : TRANSFORMATION DU POS EN PLU, OBJECTIFS ET ORGANISATION DE LA CONCERTATION

L'an deux mille dix, le vingt mai, le conseil municipal de la commune de Saint-Pierre-de-Chandieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à l'Hôtel de Ville sous la présidence de Monsieur Raphaël IBANEZ, Maire.

NOMBRE DE CONSEILLERS MUNICIPAUX EN EXERCICE : 27.

PRESENTS : Véronique MURILLO – Gilles POËNSIN – Annick BADIN – Francis CLERGEOT – Christiane GRANJON – Bernard FRANCES – Didier FLORET adjoints,

Cendrine RIBIER – Philippe TRIBAUT – Claude BALLY – Daniel TORRES – Corinne LECLAIRE – Robert LEROY – Céline MATHIEU – Lionel VAIRAI – Jacqueline LARGE – Franck GIROUD – Pascal PARENT – Chantal PALME – Patrick MINCHELLA – Brigitte FOURNET – Fernand FERNANDES – Robert GORGE – Christine PONCET, conseillers municipaux.

POUVOIRS : Richard BRIEL à Annick BADIN – Loïc DE BROUWER à Raphaël IBANEZ –

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Céline MATHIEU

DATE DE CONVOCATION : 12 mai 2010.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2121-29,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 110, L. 121-1, L. 121-4, L. 123-6, L. 123-13, L. 300-2 et R. 123-24 et 25,

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

Vu le décret n° 2001-260 du 27 mars 2001 modifiant le Code de l'urbanisme et le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et relatif aux documents d'urbanisme,

Vu la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat,

Vu le schéma de cohérence territoriale arrêté le 14/12/2009,

Vu le Plan d'Occupation des Sols actuellement en vigueur, approuvé le 26/01/1989, modifié le 07/03/2001, révisé le 15/09/2005, modifié le 13/12/2005 et le 07/07/2006, révisé le 05/11/2009,

Considérant qu'aux termes de l'article L. 123-6 du Code de l'urbanisme, le conseil municipal doit délibérer sur, d'une part, les objectifs poursuivis par la prescription du plan local d'urbanisme et, d'autre part, sur les modalités de la concertation à mettre en oeuvre conformément à l'article L. 300-2 dudit code,

Vu la réunion d'information du conseil municipal en date du 06/05/2010,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité

Article 1er

Décide de prescrire la transformation du plan d'occupation des sols (P.O.S) en plan local d'urbanisme (P.L.U.)

Article 2

Fixe comme objectifs du plan local d'urbanisme la mise en oeuvre des orientations d'urbanisme et d'aménagement en vue de favoriser les principes de :

- renouvellement urbain ;
- mixité urbaine et sociale ;
- développement durable ;
- protection de l'environnement ;
- qualité architecturale.

Article 3

Dit que la commission municipale Urbanisme (créée par délibération du 29/04/2008 modifiée le 05/11/2009) sera chargée de suivre les travaux de passage du POS en PLU,

Article 4

Décide de lancer la concertation, pendant toute la durée de l'élaboration du projet de plan local d'urbanisme, avec :

- l'ensemble des habitants ;
- les associations locales ;
- les autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole.

Article 5

Dit que les modalités de la concertation prendront les formes suivantes :

- une ou plusieurs réunions publiques ;
- une ou plusieurs expositions en mairie ou dans d'autres lieux ;
- la diffusion d'informations dans le bulletin municipal ou d'autres supports d'informations (site Internet, etc).

Article 6

Demande conformément à l'article L. 121-7 du Code de l'urbanisme que la DDT (Direction Départementale des Territoires) soit mise gratuitement à disposition de la commune, afin d'apporter son assistance à l'élaboration du PLU.

Article 7

Dit que les études nécessaires à l'élaboration du PLU, seront réalisées par un bureau d'études choisi après consultation en conformité avec la réglementation du Code des marchés publics.

Article 8

Sollicite des services de l'État une dotation générale de décentralisation pour compenser les frais matériels et d'études nécessaires à cette élaboration.

Article 9

Dit que la présente délibération, qui prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme et précise les modalités de concertation, sera notifiée :

- au préfet,
- au président du conseil régional,
- au président du conseil général,
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale (C. urb. art. L. 122-4) SEPAL,
- aux représentants de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
- aux chambres de commerce et d'industrie,
- aux chambres de métiers,
- aux chambres d'agriculture,
- aux communes limitrophes.

Article 10

Dit que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à l'élaboration du PLU sont inscrits au budget de l'exercice 2010.

Article 11

Dit que cette délibération prescrivant l'élaboration du plan local d'urbanisme et définissant les modalités de la concertation fera l'objet, en application des articles R. 123-24 et R. 123-25 du Code de l'urbanisme, pendant un mois, d'un affichage en mairie.

Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux diffusés dans le département.

Elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal.

Fait à Saint Pierre de Chandieu, le 20 Mai 2010

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS,
POUR COPIE CONFORME.

Le Maire,
Raphaël IBANEZ

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué

